



Organisation  
internationale  
du Travail

# TRAVAIL

le magazine de l'OIT  
NUMÉRO SPÉCIAL 2014



Les travailleurs migrants  
ne sont pas des marchandises



Les éditions du magazine *Travail* sont publiées par  
le Département de la communication et de l'information  
publique de l'Organisation internationale du Travail (OIT)  
en anglais, espagnol et français.

RÉDACTEUR EN CHEF

Hans von Rohland

PRODUCTION

Francesca Pezzola, Elvira Lesaffre, Corine Luchini, Rita Cassaro

ÉDITEUR PHOTO

Marcel Crozet

COMITÉ DE RÉDACTION

Chris Edgar, Jean-Luc Martinage, Patrick Moser,  
Hans von Rohland, Rosalind Yarde

GRAPHISME

Manuela Flamini, OIT Turin

Ce magazine ne constitue par un document officiel de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les textes et les photos peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source (sauf les photos de photographes d'agence). L'envoi d'un justificatif serait apprécié.

Toute correspondance doit être adressée au Département de la communication et de l'information publique de l'OIT, CH-1211 Genève 22, Suisse.

Tél.: +4122/799-7912

Fax: +4122/799-8577

Courriel: [ilo\\_magazine@ilo.org](mailto:ilo_magazine@ilo.org)

[www.ilo.org/communication](http://www.ilo.org/communication)

Imprimé par OIT Turin

Couverture: M. Crozet/OIT



# Bienvenue!

Cette année, le numéro spécial 2014 du magazine *Travail* illustre les thèmes de la Conférence internationale du Travail (CIT).

Les récentes tragédies impliquant des travailleurs migrants ont incité le Directeur général de l'OIT Guy Ryder à choisir la migration comme sujet de son rapport à la Conférence. *Travail* discute des mesures concrètes qui pourraient combler les graves lacunes en matière de gouvernance des migrations internationales. L'équipe de *Travail* s'est rendue en Albanie pour voir comment le pays aborde cet enjeu.

D'autres articles traitent des divers thèmes en discussion à la CIT: se construire un avenir grâce au travail décent après une catastrophe majeure; renforcer le combat contre le travail forcé; promouvoir les stratégies d'emploi qui marchent; accompagner les travailleurs de l'économie informelle vers le secteur formel de l'économie; et mettre fin au travail des enfants grâce à la campagne du Carton rouge de l'OIT.

Pour finir, vous trouverez dans ce magazine une présentation des dernières publications de l'OIT.

Les questions cruciales dont débattera notre parlement mondial du travail en juin rappellent le rôle de l'OIT dans la détermination de l'agenda mondial pour le monde du travail et dans la recherche de solutions aux problèmes économiques et sociaux de notre époque.

**Hans von Rohland**

Rédacteur en chef, magazine *Travail*



Photos OIT



# Sommaire



**6**

Philippines:  
Construire l'avenir grâce  
au travail décent



**12**

Combattre la servitude  
pour dettes au Népal



**24**

Mexique:  
Sortir de l'informalité...



**27**

Emploi et stratégies sociales:  
Ce qui marche



## REPORTAGE SPÉCIAL



**15**

Les travailleurs migrants  
ne sont pas des  
marchandises



**17**

Albanie:  
Le double enjeu de l'emploi  
et des migrations



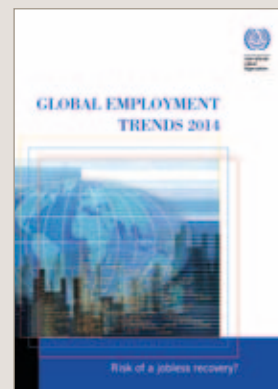
**22**

Vies et visages des  
travailleurs migrants



**30**

Cent soixante-huit millions de bonnes raisons  
de mettre fin au travail des enfants



**34**

**MÉDIATHÈQUE**

# PHILIPPINES



6

Le typhon Haiyan – qui a dévasté une partie des Philippines – n’a pas seulement tué des milliers de personnes mais il a aussi provoqué de graves perturbations économiques. Près de six millions de travailleurs ont perdu leurs moyens de subsistance. Pour l’OIT, l’une des principales priorités est de les aider à se rétablir et à reconstruire encore mieux.

*Par Jean-Luc Martinage  
Photos Marcel Crozet et OIT Philippines*

# Construire l'avenir grâce au travail décent



Nous rencontrons Cheche Ferreras dans une maison de fortune qui se dresse miraculeusement au milieu de centaines d'habitations détruites dans les faubourgs de Basey, la principale ville de l'île de Samar, l'une des zones les plus affectées par le typhon Haiyan (appelé localement Yolanda).

Jusqu'au passage d'Haiyan, cette femme de 41 ans, mère de trois enfants, gagnait sa vie en vendant ses nattes sur le marché local. Il existe une longue tradition de tissage de nattes à Basey, essentiellement exercé par les femmes.

Les habitants disent que le tissage appartenait déjà à la tradition locale avant même l'arrivée des Espagnols aux Philippines. Ce savoir-faire se transmet de mères en filles.

Toutefois, pour la première fois en plusieurs décennies, la production de nattes s'est presque arrêtée, parce que les tisserandes ne trouvent plus de tikog – une plante aquatique que l'on trouve dans les marais d'eau douce et les rizières. C'est le matériau de base utilisé pour le tissage à Basey.

«Ma famille a toujours tiré ses revenus du tissage», explique M<sup>me</sup> Ferreras. «Mais le typhon nous a tout pris», déplore-t-elle.

5,9

millions de travailleurs

ont perdu leur emploi

2,6  
millions de  
ces travailleurs

occupaient déjà un emploi vulnérable ou vivaient au niveau du seuil de pauvreté – ou proche de celui-ci – avant le typhon

Pas moins de

14,2

millions de  
personnes

ont été touchées par  
le typhon Haiyan

51%

ou 3 millions de travailleurs

ont été affectés dans le  
secteur des services

33%

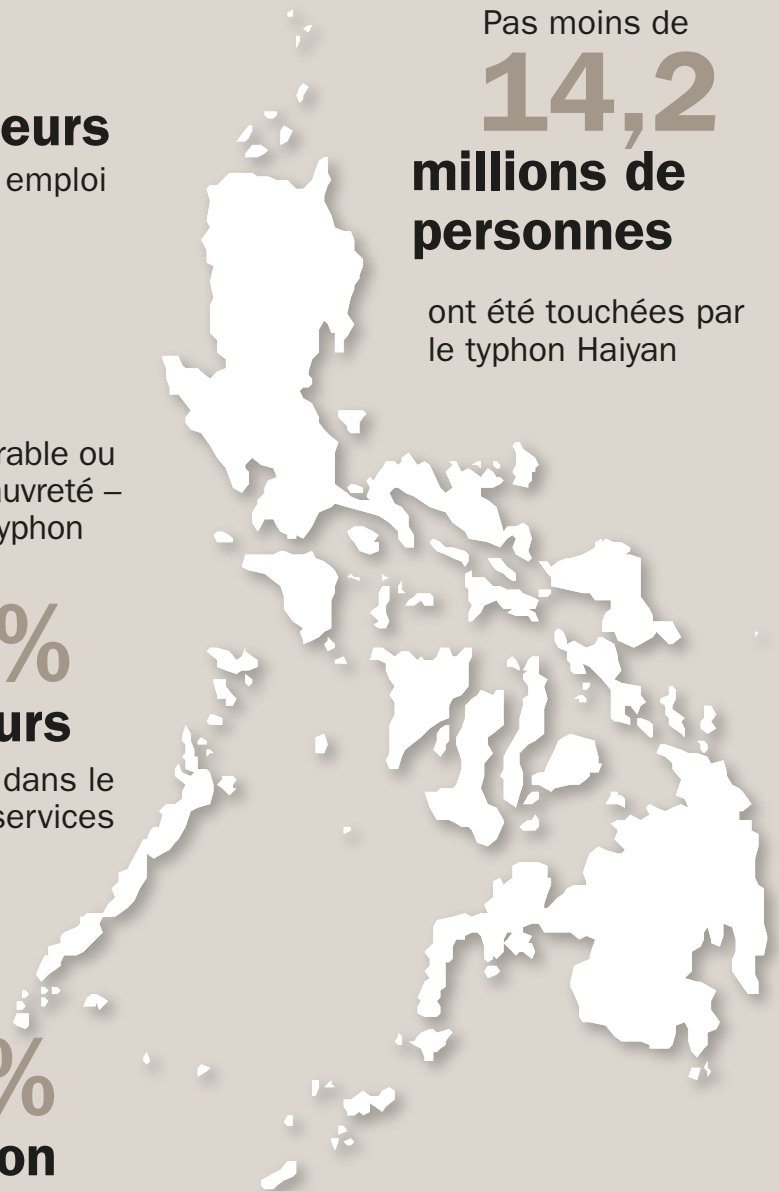
ou 1,9 million de  
travailleurs

ont été affectés  
dans l'agriculture

16%

ou 1 million

ont été affectés dans l'industrie



8

Pour ne pas perdre espoir, les tisserandes continuent de se réunir régulièrement pour échanger des informations et se consoler en bavardant. Elles ne manquent pas seulement de tikog mais, comme d'autres rescapés, elles doivent faire face à la montée des prix des denrées alimentaires.

### CE QUE LE TIKOG ET LE TRANSPORT ONT EN COMMUN

Le tissage traditionnel n'est qu'un exemple du désordre économique qui a aussi frappé d'autres activités dans les zones dévastées.

Dans le centre de Tacloban – la ville devenue le symbole de la tragédie – nous rencontrons Judy Torres, 46 ans, propriétaire de tricycles et militant syndical. Comme

nombre de propriétaires et de conducteurs de tricycles à Tacloban, M. Torres a vu son activité gravement affectée par le typhon qui a endommagé la plupart des véhicules, les détruisant souvent en totalité.

Toutefois, la plupart des tricycles endommagés ont été réparés. M. Torres et ses collègues ont recommencé à conduire leurs clients dans les rues animées de Tacloban, encombrées par les minibus des transports publics – connus sous le nom de *jeepneys* –, les véhicules tout terrain des agences humanitaires et les camions transportant l'aide.

M. Torres insiste: la pénurie d'emplois est une priorité à laquelle il faut remédier rapidement. Il a même décidé d'apposer un écriteau réclamant davantage d'emplois à l'arrière de son tricycle.





Judy Torres et son tricycle

## SUR LE TERRAIN DÈS LE PREMIER JOUR

S'appuyant sur une longue expérience en matière de réponse aux catastrophes aux Philippines, les équipes de l'OIT ont été sur le terrain dès le premier jour, aidant les populations touchées à reconstruire en mieux.

L'OIT a apporté son soutien au ministère philippin du Travail pour créer des emplois temporaires dans le cadre de «programmes d'emploi d'urgence» afin d'améliorer les conditions de vie et de travail pour les populations touchées.

Deux semaines durant, ces programmes n'offrent pas seulement du travail, mais une opportunité de travail décent, avec la garantie d'un salaire minimum, un équipement et des vêtements de protection, ainsi que

*«L'OIT est sur le terrain depuis le premier jour, fournissant des emplois d'urgence, veillant à ce qu'ils soient aussi des offres de travail décent.»*



Lawrence Jeff Johnson,  
directeur  
du Bureau de l'OIT  
pour les Philippines



des prestations de santé et de sécurité sociale. Certains participants aux programmes se sont ensuite vu offrir une formation qualifiante ou un accompagnement pour leur permettre de créer leur entreprise.

Lilibeth Planas Sevilla est l'une des rescapés qui ont bénéficié du programme. Cette femme de 37 ans a perdu trois de ses quatre enfants, ainsi que son mari, dans la catastrophe. Elle est à présent livrée à elle-même avec son seul fils survivant.

«Nous menions une vie agréable avant Haiyan. Puis le typhon est arrivé et a dévasté nos vies. Ma maison aussi a été détruite et je dois maintenant vivre chez ma belle-sœur», se souvient-elle, éclatant en sanglots.

«On m'a parlé du programme d'emploi d'urgence de l'OIT. Je dois dire qu'il a été vraiment utile car j'ai pu gagner de quoi acheter de la nourriture. Je suis tout de même reconnaissante que mon fils et moi ayons survécu. Tout ce dont nous avons besoin maintenant, c'est que mon

fil aille à l'école et que je trouve un nouveau travail et une maison où habiter.»

## DÉBLAYER LES DÉCOMBRES

L'emploi de M<sup>me</sup> Sevilla consistait à déblayer les décombres laissés par le typhon dans le voisinage. Dans le cadre du programme de l'OIT, elle a reçu une paire de gants, un masque, un casque, une chemise à manches longues, ainsi que des bottes pour éviter les blessures.

Les programmes d'emploi d'urgence ont aussi permis aux survivants de rester dans les zones affectées plutôt que de partir vers les grandes villes, comme Manille, ou même à l'étranger. Ils ont ainsi évité de travailler dans l'illégalité ou, pour ce qui est des plus vulnérables, de devenir victimes de la traite d'êtres humains.

«Nous faisons de notre mieux pour donner accès à un travail sûr et décent qui garantisse des salaires minimaux, une véritable sécurité au travail, le développement des



Lilibeth Planas Sevilla a bénéficié du programme de l'OIT

compétences et la protection sociale conformément à la législation nationale», explique le directeur de l'OIT dans le pays, Lawrence Jeff Johnson.

«En faisant cela, nous voulons garantir que les rescapés du typhon Haiyan ne sont pas oubliés dans le processus de reconstruction. Ils ont vécu un traumatisme et la douleur de perdre des proches, il est donc crucial de veiller à ce qu'ils ne soient pas abandonnés ni exploités. Ils ne doivent pas être à nouveau victimes alors qu'ils commencent à reconstruire leurs vies. L'emploi d'urgence doit être sûr et décent, comme tout autre emploi.»



Les survivants du typhon ont rejoint le programme d'emploi d'urgence de l'OIT

# Combattre la servitude pour dettes au Népal

Bien qu'elle ait été bannie par le gouvernement népalais et ait pratiquement disparu de certaines zones, la servitude pour dettes persiste dans plusieurs régions du pays. Les travailleurs asservis sont obligés de travailler pour rembourser la dette que leur employeur leur réclame, et souvent la dette se transmet d'une génération à l'autre.

*Par Hans von Rohland  
Photos OIT Népal*



12

Ram Lakha, 14 ans, se lève à 5 heures du matin pour nettoyer la maison, la cour et l'étable. Il va ensuite traire les vaches, chercher du foin, et emmène le bétail aux champs. Il dîne une fois que le propriétaire et sa famille ont fini de manger, puis fait la vaisselle. Il est souvent 9 heures du soir quand il peut aller se coucher.

Au Népal, les enfants font partie intégrante du système ancestral de servitude pour dettes appelé Haruwa-Charuwa, que l'on trouve dans le Terai, une plaine agricole qui s'étend sur toute la longueur du Népal, à la frontière avec les Etats indiens du Bihar, de l'Uttar Pradesh et de l'Uttarakhand.

Les parents invoquent plusieurs raisons pour autoriser leurs enfants à travailler, y compris l'argent supplémentaire qu'ils rapportent, la nécessité de rembourser la dette familiale ou de remplacer temporairement la force de travail d'un adulte de la famille qui ne peut pas travailler.

Les Haruwas sont des travailleurs adultes qui labourent des parcelles plus ou moins grandes pour des propriétaires

de haute caste dans certains districts de l'est du Terai tandis que les Charuwas – généralement leurs enfants – sont employés pour garder les troupeaux.

Il existe un troisième groupe, appelé Haliyas: des travailleurs agricoles sans terre vivant dans les collines de l'extrême ouest du pays. Les Haliyas ont été officiellement déclarés «libres» en 2008, mais certains d'entre eux dépendent encore de leur propriétaire puisqu'ils n'ont pas d'autre moyen de gagner leur vie.

Un récent rapport de l'OIT qui examine la situation dans les 12 districts où ces systèmes de servage sont les plus courants a constaté que 12 pour cent des 942 000 ménages estimés étaient touchés par le travail forcé. Ce qui veut dire qu'au moins un membre de la famille – qu'il s'agisse d'un adulte ou d'un enfant – travaille dans des conditions de travail forcé. Pourtant, si l'on prend en considération les seuls ménages Haruwas-Charuwas et Haliyas, la proportion est bien plus forte, s'élevant à 94 pour cent.

## CONTRATS ET SALAIRES

Selon l'étude, les Haruwas-Charuwas perçoivent des salaires bien inférieurs aux taux en vigueur sur le marché du travail. Presque la moitié d'entre eux reçoivent quotidiennement trois kilos de paddy, équivalant à 40-50 roupies népalaises (un demi-dollar au plus), tandis que 30 pour cent sont rémunérés sur une base annuelle, en espèces ou en nature, à un taux équivalant à 10-12 000 roupies népalaises (environ 100-130 dollars) par an.

Il existe plusieurs types d'accords contractuels oraux ou écrits entre les Haruwas-Charuwas et leurs employeurs, en particulier parmi ceux contraints au travail forcé. Certains disposent d'un contrat appelé «laguwa» en vertu duquel le travailleur reçoit une parcelle de terrain, une part de la récolte, ou travaille pour un salaire annuel ou pour rembourser les intérêts d'un emprunt. Dans ces cas-là, la femme et les enfants du travailleur sont obligés de travailler pour le propriétaire sous la pression de perdre leur logement ou la menace de se voir refuser un autre prêt ou de subir des violences.

Plus de 45 pour cent des Haruwas-Charuwas n'ont aucun contrat et continuent de travailler pour les propriétaires fonciers



## LA CIT VA DISCUTER DU RENFORCEMENT DE LA CONVENTION DE L'OIT SUR LE TRAVAIL FORCÉ

Le travail forcé, les formes contemporaines de l'esclavage et la traite d'êtres humains font régulièrement la une des journaux.

En adoptant la convention historique (n° 29) sur le travail forcé en 1930, la Conférence internationale du Travail (CIT) avait exhorté les Etats Membres à abolir le plus rapidement possible le recours au travail forcé et à pénaliser cette infraction.

Pourtant, plus de 80 ans plus tard, et malgré une ratification quasi universelle de la convention, la pratique demeure, quoique sous des formes différentes de celles qui avaient suscité l'inquiétude au début du XX<sup>e</sup> siècle.

La libéralisation des échanges et la concurrence mondiale intense, les difficultés liées à la gouvernance des marchés nationaux du travail et les migrations internationales de main-d'œuvre, ainsi que la discrimination et l'exclusion sociale persistantes figurent parmi les nombreux facteurs qui expliquent la réalité actuelle du travail forcé.

Les recherches de l'OIT montrent que, parallèlement au déclin de certaines formes traditionnelles de travail forcé, dont la servitude pour dettes fait partie, de nouvelles pratiques ont vu le jour. Le travail forcé imposé par les autorités de l'Etat demeure un sujet de préoccupation dans certains pays, mais son ampleur est largement éclipsée par le recours au travail forcé par des particuliers ou des entreprises privées opérant en dehors de toute légalité.

De nombreux pays ont adopté des lois et d'autres mesures pour combattre le travail forcé et les pratiques qui y sont associées, certaines remontant à des années, tandis que d'autres sont plus récentes. Mais les violations de la convention n° 29 se perpétuent à une échelle préoccupante, avec des lacunes considérables au niveau mondial dans la mise en œuvre de ces mesures.

C'est pourquoi le Conseil d'administration de l'OIT a décidé, en mars 2013, de discuter du renforcement de la convention n° 29 de l'OIT par des mesures de prévention, de protection et d'indemnisation des victimes lors de la session de juin 2014 de la CIT.

Le travail forcé est l'antithèse du travail décent. Avec la discussion à la Conférence, l'OIT franchit une nouvelle étape pour parvenir à l'élimination effective du travail forcé sur toute la surface du globe.

## FAITS ET CHIFFRES

Selon les estimations les plus récentes de l'OIT:

- Au moins 20,9 millions de personnes sont victimes du travail forcé dans le monde.
- Si la région Asie-Pacifique détient le record absolu de victimes – 11,7 millions –, toutes les régions du monde, et probablement tous les pays, sont affectées.
- Le nombre de victimes du travail forcé pour 1 000 habitants varie de 1,5 pour mille dans les économies développées et l'Union européenne (UE) à approximativement 4 pour mille en Europe centrale et du Sud-Est, dans la Communauté des Etats indépendants (CEI) et en Afrique.
- Les femmes et les filles sont plus touchées (11,4 millions) mais les hommes et les garçons ne sont pas loin derrière (9,5 millions de victimes).
- Un quart (5,5 millions) de l'ensemble des victimes a moins de 18 ans.
- 90 pour cent du travail forcé concernent aujourd'hui «l'économie privée», dont les trois quarts dans des activités productives telles que l'agriculture, le travail domestique, le bâtiment, la pêche et le secteur manufacturé, tandis que le reste concerne l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.
- Environ 44 pour cent des victimes (9,1 millions) ont migré à l'intérieur de leur pays ou au-delà des frontières nationales avant d'être exploitées.

sous différents régimes de rémunération. Mais ils sont victimes de diverses formes d'exploitation, notamment des retenues sur salaire quand ils sont malades et ne peuvent pas travailler, ainsi que d'abus physiques et verbaux.

Certains Haliyas sont confrontés à des circonstances comparables. Tandis que de nombreuses familles libérées ont échappé à leur condition de travail forcé, l'étude de l'OIT montre qu'en dépit de leur «libération» certains n'ont pas d'autre alternative pour vivre ou ne peuvent simplement pas s'acquitter de leurs dettes. Ils doivent rembourser le montant initial du prêt plus tous les intérêts accumulés, ce qui perpétue la servitude pour dettes. Les autres Haliyas travaillent presque tous sous la contrainte.

Autrefois existait une autre forme de servitude pour dettes dans la région rurale de l'ouest du Népal, connue sous le nom de Kamaiya; elle a été officiellement prohibée par le gouvernement népalais en 2002.



### MALGRÉ QUELQUES PROGRÈS, IL RESTE BEAUCOUP À FAIRE

Le gouvernement du Népal a pris d'importantes mesures pour lutter contre la servitude pour dettes. Suite à la libération des Kamaiyas, les Haliyas se sont organisés et

ont fait valoir une demande similaire de libération. De ce fait, le gouvernement a annoncé leur libération en septembre 2008 et a pris des initiatives pour la réhabilitation des Haliyas libres. Le Plan national d'action pour la réhabilitation des Haliyas libérés a été récemment approuvé par le gouvernement du Népal et le ministère de la Réforme foncière et de l'Aménagement du territoire. Il est maintenant en cours de planification et sera mis en œuvre en collaboration avec les agences de développement.

Le programme de réhabilitation comprend de la terre, une aide au logement et une formation professionnelle. Il garantira un accès aux services publics essentiels, comme la santé et l'éducation.

Selon José Assalino, directeur du Bureau de pays de l'OIT pour le Népal, il reste encore beaucoup à faire, en particulier en ce qui concerne le système d'Haruwa-Charuwa.

Avec l'appui technique du Bureau de l'OIT au Népal, le ministère de la Réforme foncière et de l'Aménagement du territoire a rédigé un projet de loi sur la servitude pour dettes qui prévoit l'élimination de toutes les formes de servage dans l'agriculture, y compris le système d'Haruwa-Charuwa.

«Les systèmes traditionnels de servitude pour dettes ont reculé dans les villages grâce à l'ouverture de nouveaux débouchés professionnels, sur place ou à l'étranger, à la commercialisation des produits agricoles et à l'activisme des associations de défense des droits de l'homme. Mais tant que persisteront le manque de terres et de droits d'occupation des terres, l'analphabétisme de masse, un niveau insuffisant des compétences et de formation, la discrimination de caste et autres problèmes connexes, la servitude pour dettes perdurera aussi», a ajouté M. Assalino.

Les deux conventions de l'OIT concernant le travail forcé, la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, figurent parmi les instruments les plus largement ratifiés.

Pourtant, ces problèmes perdurent à une échelle alarmante, affectant toutes les régions du monde sous différentes formes et à des degrés variables (voir encadré ci-dessus).

A smiling man with dark skin and short hair is carrying a large, cylindrical basket on his head. The basket is filled with various goods, including boxes of instant noodles and other packaged items. He is wearing a yellow and blue patterned shirt. The background is a blurred outdoor setting with green foliage.

# LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

## NE SONT PAS DES MARCHANDISES

### REPORTAGE SPÉCIAL

Presque tous les pays sont dorénavant soit des pays d'origine, de transit ou de destination des migrations de main-d'œuvre – ou les trois en même temps. Vu les perceptions souvent erronées par l'opinion publique de la présence de 232 millions de migrants dans le monde, garantir la bonne gouvernance des flux migratoires mondiaux est devenu une priorité croissante pour la communauté internationale.



Mais le débat ne se limite pas aux perceptions, il concerne aussi et surtout les travailleurs et leurs droits. Trop fréquemment, il est fait état de graves abus et discriminations à l'encontre des travailleurs migrants. Ils concernent le recrutement, le non-paiement des salaires, ainsi que des conditions de travail dangereuses et inacceptables. Parfois, la migration liée au travail tombe dans le trafic d'êtres humains et le travail forcé.

Les migrants ne sont pas une catégorie de travailleurs à part. Le mandat de l'OIT sur la justice sociale et son Agenda pour le travail décent concernent tous les travailleurs. Le principe de l'Organisation selon lequel «le travail n'est pas une marchandise» l'énonce avec force et s'applique également à la situation des travailleurs migrants partout dans le monde. Il est temps de s'interroger sur ce dont on aura besoin pour traduire ce principe en une série de mesures adaptées.

Il est clair que la migration a un impact sur la main-d'œuvre d'un pays. Ce qui pose problème, c'est la déconnection entre les difficultés liées au marché du travail et les politiques migratoires. Cette absence de cohérence empêche à la fois de bien comprendre les problèmes du marché du travail et de protéger les travailleurs migrants de manière efficace. Les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs ont, parmi d'autres, une contribution essentielle à fournir pour mettre en place des mesures cohérentes.

Comme le montre l'article sur le premier centre moderne pour l'emploi en Albanie, les politiques menées

dans les domaines de l'emploi et des migrations peuvent être rapprochées. Quand les deux types de politiques sont combinés et correctement mis en œuvre, il est possible d'obtenir des résultats positifs et tangibles pour la vie des travailleurs migrants.

Seul le courage politique des gouvernements, des organisations d'employeurs et de travailleurs peut influencer sur le cours des choses. L'OIT est prête à les y aider. Cette année, le rapport du Directeur général de l'OIT à la Conférence internationale du Travail porte sur les migrations – la discussion du rapport à la Conférence sera une importante étape pour donner davantage d'écho à la voix de l'Organisation sur les questions de migrations de main-d'œuvre.

L'OIT exerce aussi cette année la présidence du Groupe mondial sur la migration – une initiative inter-agences qui rassemble les chefs des agences onusiennes pour promouvoir une application élargie de tous les instruments internationaux et régionaux relatifs aux questions migratoires.

Les migrations ne devraient plus être perçues comme une menace mais comme un facteur de développement et de croissance dans tous les pays. Pour que cela se concrétise, les principaux acteurs, y compris les gouvernements, le monde des affaires et les syndicats, doivent promouvoir et amplifier la cohérence entre les politiques relatives à l'emploi et aux migrations de main-d'œuvre.

Toutes les photos M. Crozet/OIT





# ALBANIE

## Le double enjeu de l'emploi et des migrations



17

magazine TRAVAIL

Près de 135 000 travailleurs migrants – une proportion importante des 2,8 millions d’habitants du pays – sont rentrés en Albanie entre 2009 et 2013. Créées avec le soutien de l’OIT, les premières agences modernes pour l’emploi d’Albanie montrent qu’un bon équilibre des politiques en matière d’emploi et de migration peut aboutir à des résultats tangibles dans la vie des travailleurs migrants.

*Par Jean-Luc Martinage et Marcel Crozet (photos)*



La première agence moderne pour l'emploi à Tirana

18

Au centre de Tirana, la pyramide de ciment et de verre qui fut un musée en l'honneur de l'ancien dictateur Enver Hoxha est en ruines, laissée à l'abandon.

Ce vestige décrépit d'un temps révolu contraste avec l'effervescence des activités de construction qui s'est emparée de la capitale.

A chaque coin de rue apparaissent des signes de dynamisme économique et commercial. Pourtant, cela vient contredire une réalité: l'Albanie est confrontée à un grave déficit d'emplois, exacerbé par le retour de nombreux émigrés dans les pays de l'UE du fait de la crise économique.

«En Albanie, la situation de l'emploi est un véritable défi», affirme Maria do Carmo Gomes, directrice du projet de l'OIT pour le développement des ressources humaines en Albanie financé par l'UE.

«Selon les nouveaux critères internationaux établis pour calculer les statistiques du travail que l'OIT contribue à collecter, plus de 21 pour cent de la population est au chômage. Les jeunes gens sont particulièrement affectés. Près de 40 pour cent des moins de 25 ans sont sans emploi, selon ces critères», précise-t-elle.

## UN DÉFI ET UNE CHANCE

Nous rencontrons Eriselda Sherifi, 33 ans, à l'agence pour l'emploi de Tirana, bureau qui a récemment joué un rôle

*«L'Albanie entreprend actuellement de vastes réformes. Si les politiques d'emploi prennent en compte les formidables besoins de formation et les nouvelles migrations, alors ce défi peut aussi devenir une chance pour le pays.»*

Maria de Carmo Gomes,  
directrice du Projet OIT-UE en Albanie

important pour son avenir professionnel. Elle s'était déjà présentée dans ce service public il y a quelques mois, après avoir obtenu son diplôme en pharmacie à l'Université de Bologne, en Italie.

Quand elle était à l'université, elle travaillait jusqu'à onze heures par jour pour financer ses études. «J'ai été contente de décrocher mon diplôme après tant d'efforts mais, avec la crise économique en Italie, les perspectives d'emploi étaient minces et j'ai donc décidé de rentrer au pays.»

«Je pensais que j'aurais aussi à batailler pour trouver du travail à Tirana, compte tenu du fort taux de chômage



Eriselda Sherifi a obtenu son diplôme de pharmacie en Italie. Elle est désormais de retour à Tirana et a rapidement trouvé un travail grâce à l'agence pour l'emploi.

en Albanie.» Mais elle raconte avoir été agréablement surprise après sa visite à l'agence pour l'emploi.

«Quelques jours après ma rencontre avec un conseiller, j'ai été mise en contact avec un employeur potentiel et j'occupe désormais un emploi stable.»

M<sup>lle</sup> Sherifi fut parmi les premières à bénéficier des services de la nouvelle agence pour l'emploi qui a ouvert ses portes en janvier 2014. Le financement de l'OIT et de l'UE et d'autres bailleurs internationaux a permis de transformer un bureau peu accueillant dans une ruelle de Tirana en une agence facile d'accès, dont le personnel a été formé pour aider toutes les catégories de demandeurs d'emploi, des travailleurs non qualifiés aux universitaires, ainsi que les employeurs qui essaient de trouver la main-d'œuvre adéquate pour leurs postes vacants.

Le rôle de l'agence revêt une importance particulière au moment où de nombreux migrants albanais reviennent au pays en provenance des pays européens encore affectés par la crise, surtout l'Italie et la Grèce.

Près de 135 000 travailleurs migrants – une proportion substantielle des 2,8 millions d'habitants – sont revenus en Albanie entre 2009 et 2013. Ce qui s'est traduit par un déclin sensible des envois de fonds qui étaient vitaux pour permettre aux familles restées au pays de joindre les deux bouts.

Vasil Varfi a vécu pendant dix ans avec sa famille à Athènes, où il a travaillé comme ouvrier du bâtiment, jusqu'à ce qu'il perde son travail à cause de la crise.

A 42 ans, M. Varfi a été forcé de repartir de zéro et de rentrer à Tirana, où il travaille maintenant comme employé de maintenance, un poste qu'il a trouvé grâce à l'agence pour l'emploi. S'il ressent un brin de nostalgie à l'évocation du temps passé en Grèce, il n'est pas question de retour en arrière: en partant, il a perdu son permis de résident.

En plus des migrants qui sont de retour, les agences pour l'emploi enregistrent un nombre croissant de candidatures de la part de citoyens des pays de l'UE.

### PARLEZ-VOUS ITALIEN?

Rolando Sorrentino, 25 ans, nous explique qu'après ses études il n'a pas réussi à trouver de travail dans son Italie natale. Par des amis, il a appris qu'en Albanie des centres d'appels cherchaient des personnes parlant italien.

«C'est comme ça que j'ai obtenu mon poste», précise M. Sorrentino, qui encadre aussi ses collègues albanais. «Les salaires sont inférieurs à ceux de l'Italie, mais le coût de la vie est bien moins cher en Albanie. A la fin du mois, je peux même mettre de l'argent de côté.»

Même s'il reste marginal, le nombre de citoyens de l'UE cherchant du travail en Albanie augmente, déclare



Vasil Varfi a vécu à Athènes pendant dix ans. La crise économique en Grèce l'a conduit à rentrer en Albanie.

Rolando Sorrentino était au chômage en Italie. Il travaille désormais dans un centre d'appels italien à Tirana.





Levent Yurtsever vient de Turquie. Il a ouvert avec succès une pâtisserie dans le centre de Tirana.



Anisa Alla est étudiante à l'Université de Tirana. De nombreux jeunes en Albanie sont inquiets par rapport à la situation de l'emploi.

Fatjon Dhuli, directeur de l'agence pour l'emploi à Tirana. «Rien qu'en janvier et février 2014, nous avons 110 personnes venues de l'UE – surtout de Grèce et d'Italie – demandant l'autorisation de travailler en Albanie.»

Levent Yurtsever, 29 ans, est arrivé de Turquie il y a deux ans pour travailler dans une pâtisserie. Aujourd'hui, il gère sa propre pâtisserie orientale, extrêmement populaire. Pour lui, le «rêve albanais» est devenu réalité. Mais pour beaucoup, essentiellement des jeunes, le rêve demeure lointain, apparemment inatteignable.

Pour sa part, Anisa Alla, 21 ans, croit avoir une bonne chance de décrocher un emploi dès qu'elle aura obtenu son diplôme d'ingénieur, une profession recherchée en Albanie.

«Mais beaucoup de mes amis étudiants ont peur de se retrouver sans emploi une fois qu'ils auront quitté l'université», ajoute-t-elle. «Ils n'arrêtent pas d'en parler.»

Pourtant, l'Albanie est réellement sur la bonne voie; elle prévoit d'étendre ou de rénover dix agences pour l'emploi supplémentaires dans le pays au cours des prochains mois dans le cadre de la stratégie de modernisation du Service national pour l'emploi (SNE) et des politiques publiques d'emploi prévues par le ministre des Affaires sociales et de la Jeunesse. Il ne s'agit pas d'une recette miracle, mais cela devrait évidemment contribuer à relever le double défi du chômage et du besoin d'emploi pour les émigrés de retour chez eux.

## UNE AGENCE POUR L'EMPLOI QUI MARCHE

L'OIT aide l'Albanie à mettre sur pied des agences modernes pour l'emploi offrant des services qui, jusque-là, faisaient cruellement défaut. A Tirana et dans la ville voisine de Durres, ces structures jouent un rôle important pour mettre en adéquation l'offre et la demande sur le marché du travail.

Situées en centre-ville, les agences proposent toute une panoplie de services aux demandeurs d'emploi, qu'il s'agisse d'une zone en libre-service pour consulter les offres ou de la possibilité de rencontrer un conseiller leur prodiguant un accompagnement personnalisé. Ils proposent aussi des profils de demandeurs d'emploi aux employeurs. L'ouverture de bureaux semblables est prévue dans d'autres régions d'Albanie. L'OIT agit dans le cadre d'un vaste projet financé par l'UE, intitulé Instrument de pré-adhésion 2010 pour le développement des ressources humaines ([www.ipa-hrd.al](http://www.ipa-hrd.al)). Ce projet vise à améliorer le fonctionnement du marché du travail, notamment en renforçant les capacités des inspecteurs du travail, la santé et la sécurité au travail, l'enseignement et la formation professionnels, ainsi que les capacités du Service national pour l'emploi (SNE).



# Vies et visages



# des travailleurs migrants

Toutes les photos M. Crozet/OIT



# SORTIR DE L'INFORMALITÉ...

## Opérer la transition vers l'économie formelle

Au Mexique, l'OIT a lancé un projet pour faire sortir les entreprises et les emplois de l'informalité... et souvent de la pauvreté. Un rapport préparé en vue de la 103<sup>e</sup> Conférence internationale du Travail souligne que les travailleurs de l'économie informelle sont confrontés à un plus grand risque de pauvreté que ceux du secteur formel.

Par Patrick Moser  
Photos OIT

Puerto Vallarta, qui fut autrefois un petit village de pêcheurs et servit de décor à un film de 1964 avec Elizabeth Taylor et Richard Burton – *La nuit de l'iguane* –, a grandi pour devenir une station touristique majeure, connue pour ses plages de sable blanc et ses rues pavées.

Chaque année, des millions de touristes affluent dans cette station de la côte Pacifique du Mexique, qui attire par conséquent de nombreux Mexicains en quête de travail dans l'industrie touristique – dans les hôtels de luxe et les installations moins officielles, dont une multitude de restaurants indépendants.

José Alberto Cervera, âgé aujourd'hui de 32 ans, a autrefois risqué sa vie en traversant clandestinement le désert pour rejoindre les Etats-Unis, mais il a finalement décidé de faire sa vie à Puerto Vallarta.

Comparativement, trouver du travail comme serveur dans un petit restaurant fut facile. Mais comme des millions d'autres personnes à travers le Mexique – et beaucoup d'autres encore dans le monde entier – le seul emploi qu'il a pu trouver était illégal, ce qui le privait de toute sécurité ou presque. «Cela a été difficile parce que mon travail ne m'apportait pas tout ce dont j'avais besoin, comme une assurance ou des prestations sociales», explique-t-il.

«Evidemment, l'informalité n'est pas bonne pour les travailleurs parce qu'elle ne vous permet pas d'aller de l'avant. Cela doit changer», ajoute M. Cervera.

Le changement fait son chemin. Le patron de M. Cervera a accepté de régulariser son emploi, dans le cadre de FORLAC, un projet pilote lancé par l'OIT en 2013



José Alberto Cervera et sa famille

dans le but d'aider à sortir les entreprises et les emplois de l'informalité.

### AVANCER VERS UNE «VIE PLUS DIGNÉ»

Alberto Quintero, qui est propriétaire du restaurant El Chivero, explique qu'il voudrait bien faire la même chose pour ses autres employés illégaux. «Cela pourrait être bénéfique pour nous tous; nous aurions des employés satisfaits, des employés qui savent que leur emploi est sûr. Cela soulagerait les travailleurs qui ont toujours peur d'être licenciés. Nous évoquons ici la régularisation des employés qui peuvent aller de l'avant, en leur donnant accès à la sécurité sociale afin qu'ils puissent mener une vie plus digne.»





*«Evidemment, l’informalité n’est pas bonne pour les travailleurs parce qu’elle ne vous permet pas d’aller de l’avant. Cela doit changer.»* José Alberto Cervera

Mais ce n’est pas toujours facile. «Déclarer les employés à la sécurité sociale entraîne un coût pour l’entreprise», rappelle Leonard Mertens, spécialiste du projet FORLAC à l’OIT. «Cela veut dire que les entreprises doivent développer leur activité pour pouvoir supporter le coût de la formalisation.»

Thomas Wissing, directeur du Bureau de l’OIT pour le Mexique et Cuba ajoute: «Au Mexique, notre action fait partie du projet régional FORLAC et de nos efforts visant à compléter le Programme national de formalisation de l’emploi initié par le Président Enrique Peña Nieto en juillet 2013. Nous voulons montrer que l’accès à la sécurité sociale et l’amélioration de la productivité sont des éléments déterminants d’une stratégie de formalisation bénéfique pour les travailleurs, les employeurs et les pouvoirs publics. Les entreprises formelles sont plus enclines à protéger les droits de leurs employés, améliorer les conditions de travail, investir dans leur main-d’œuvre et partager les bénéfices qui découlent d’activités plus pérennes.»

En Amérique latine et dans les Caraïbes, près de la moitié de la population en âge de travailler – en dehors du secteur agricole – se trouve dans l’économie informelle. Les chiffres sont encore plus élevés pour les jeunes: six jeunes travailleurs âgés de 15 à 24 ans sur dix occupent un emploi informel.

L’économie informelle est la principale source d’emploi dans de nombreux pays en développement, où elle

permet à des millions de personnes d’échapper à l’extrême pauvreté. Mais leur travail est souvent mal rémunéré, sans sécurité de l’emploi ni avantages sociaux.

## LE LIEN ENTRE INFORMALITÉ ET INÉGALITÉS

La forte incidence de l’emploi informel explique pourquoi la région de l’Amérique latine et des Caraïbes est la plus inégalitaire, puisque l’informalité réduit la capacité des travailleurs à générer des revenus et de l’épargne, perpétuant le cycle de la pauvreté.

Un rapport préparé pour la 103<sup>e</sup> Conférence internationale du Travail souligne que les travailleurs de l’économie informelle sont davantage confrontés à un risque de pauvreté que ceux du secteur formel.

«L’économie informelle prospère dans un contexte de chômage élevé, de sous-emploi, de pauvreté, d’inégalités entre hommes et femmes et de travail précaire», indique le rapport, ajoutant que «la plupart des gens entrent dans l’économie informelle non pas par choix mais pour des raisons de survie et pour avoir accès à des activités génératrices de revenus».

Les femmes, les jeunes, les migrants et les travailleurs âgés sont particulièrement vulnérables aux graves déficits de travail décent qui marquent l’économie informelle, où ils font face à des risques de violence et d’autres formes d’exploitation, y compris le travail des enfants.



## ME ENCONTREI

A Cuiaba, au Brésil, l'OIT soutient le projet *Me Encontrei* (je me suis trouvé) qui procure aux jeunes les compétences dont ils ont besoin pour obtenir un emploi déclaré et éviter les risques de l'emploi informel. Beaucoup de bénéficiaires ont été soustraits au travail des enfants.

Quand le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, a visité le projet l'an dernier, il a entendu la triste réalité du travail des enfants de la bouche même de certaines victimes qui attendent maintenant avec impatience de trouver un emploi décent.

«Je travaillais sur un marché. Je travaillais beaucoup. Je gagnais peu d'argent», explique Victor Hugo Oliveira, 16 ans, qui étudie maintenant pour devenir assistant administratif. «J'espère un avenir meilleur, plus de débouchés.»

Il est clair que l'on peut réduire les taux d'informalité de manière significative.

Au Brésil, par exemple, l'emploi informel chez les jeunes était inférieur à 42 pour cent en 2011, en recul de 11 points de pourcentage par rapport à 2007. Cela était en partie dû à des mesures telles que l'adoption de la loi SIMPLÉS qui a simplifié l'enregistrement et baissé les impôts pour les petites et moyennes entreprises, facilitant ainsi la formalisation de ces entreprises et de leurs travailleurs, ou le statut de microentrepreneur individuel (MEI) qui permet aux travailleurs indépendants de cotiser au système de sécurité sociale à moindre coût, ainsi que des politiques pour améliorer l'inspection du travail. Par ailleurs, les travailleurs, en particulier les travailleurs domestiques, ont pris progressivement conscience de l'importance de la formalisation juridique.

La crise financière mondiale a encore accentué l'urgence et les décideurs montrent un intérêt renouvelé pour cette question. S'attaquer à l'économie informelle est l'un des principaux défis du développement de notre époque.

## ACCÉDER À L'ÉCONOMIE FORMELLE: LES SOLUTIONS

Les initiatives politiques prises dans le monde montrent que l'on peut combiner plusieurs approches et les adapter au contexte propre à chaque pays. Le plus souvent, les politiques adoptées visent les objectifs suivants:

- Etablir un cadre macroéconomique favorable à l'emploi et des politiques sectorielles efficaces.
- Créer un environnement permettant aux entreprises durables d'abaisser leurs coûts et accroître les avantages de la transition vers l'économie formelle sans miner la protection des travailleurs.
- Étendre à l'ensemble des travailleurs de l'économie informelle la protection relative à la sécurité sociale, la santé et la sécurité au travail et le salaire minimum de façon à faciliter la transition vers l'économie formelle.
- Veiller au respect des lois et réglementations nationales de manière à faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.
- Instaurer un climat favorable pour les employeurs et les travailleurs qui leur permette d'exercer leurs droits en matière de représentation et de négociation collective.

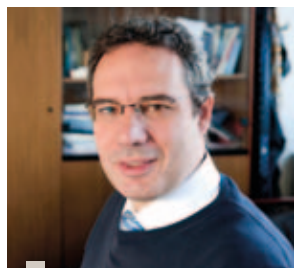
Source: *La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle* – rapport préparé pour la 103<sup>e</sup> Conférence internationale du Travail, juin 2014.

La première étape cruciale est de faire de l'emploi de qualité une préoccupation centrale de la politique sociale et économique. Cela contribuera à accroître notre productivité, à promouvoir les emplois décents et à faciliter la transformation des emplois informels en emplois formels et décents.

# Emploi et stratégies sociales

## CE QUI MARCHE

Si le consensus progresse quant au type de politiques pouvant contribuer à améliorer la performance du marché du travail, dans les économies avancées comme dans les pays en développement, les faits montrent que la réussite d'une politique tient d'abord à la qualité de sa conception.



Raymond Torres

Une conception avisée des politiques requiert, d'abord et avant tout, de la cohérence entre les stratégies économique et d'emploi. Même les institutions du marché

du travail les plus efficaces ne feront guère de différence en termes d'emploi si l'économie stagne. A l'inverse, un cercle vertueux peut être enclenché si les politiques financières et budgétaires sont favorables à la croissance et à l'emploi, facilitant ainsi la réalisation des objectifs macroéconomiques.

La réponse immédiate à la crise financière mondiale est un bon exemple. En 2009 et début 2010, une action coordonnée a permis d'enrayer la récession et de prévenir l'effondrement du système financier. Par la suite, la réforme financière s'est fait attendre, ce qui explique en partie la reprise lente et inégale de l'économie mondiale.

S'attaquer aux inégalités excessives contribuerait aussi à améliorer la cohérence globale. Le pape, les dirigeants du FMI et de l'OIT ont tous reconnu que des inégalités de revenus excessives privaient l'économie mondiale des débouchés et des opportunités de croissance dont elle a tant besoin. Il faudrait que les salaires augmentent à nouveau au même rythme que la productivité dans les pays qui s'en sortent bien sur le plan économique. D'ailleurs, on commence à observer, dans une certaine mesure, un phénomène de rattrapage salarial en Allemagne et en Chine.

### LA FORMULATION DES POLITIQUES FAIT TOUTE LA DIFFÉRENCE

Bien sûr, un cadre macroéconomique bien pensé ne suffit pas. Les politiques sociales et d'emploi doivent aussi être soigneusement élaborées. L'aide à la recherche d'emploi pour les chômeurs, par exemple, est considérée comme un

objectif politique fondamental. Pourtant, beaucoup dépend de la façon dont les mesures sont conçues. Par exemple, la formation doit être réservée à ceux qui en ont réellement besoin et les cours d'acquisition de nouvelles compétences doivent être assez longs pour améliorer vraiment les perspectives d'emploi.

Veiller à ce que l'accompagnement des demandeurs d'emploi s'effectue dans le cadre d'un service public de l'emploi doté des ressources nécessaires s'est avéré d'une importance primordiale, comme semble l'indiquer l'expérience allemande. Chaque conseiller du service public de l'emploi ne devrait pas avoir à conseiller plus de 80 à 120 candidats.

Par Raymond Torres,  
directeur, Département de la recherche de l'OIT

### PRINCIPAUX FAITS ET CHIFFRES

- Le nombre de chômeurs dans le monde a grimpé de 5 millions en 2013 pour atteindre presque 202 millions pour un taux de chômage de 6 pour cent.
- Près de 23 millions de travailleurs ont abandonné le marché du travail.
- Le nombre des demandeurs d'emploi pourrait augmenter de plus de 13 millions d'ici à 2018.
- Dans la catégorie des 15-24 ans, 74,5 millions de personnes étaient au chômage en 2013, soit un taux de chômage des jeunes de 13,1 pour cent.
- Environ 839 millions de travailleurs et leurs familles vivaient avec moins de 2 dollars par jour en 2013.
- Quelque 375 millions de personnes avaient moins de 1,25 dollar par jour pour vivre avec leurs familles en 2013.



Photo K. Cassidy/OIT

Introduit en 2005 en Inde, le Plan Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi en zone rurale est un autre exemple. Considéré comme l'une des plus grandes initiatives en faveur de l'emploi et de la protection sociale dans le monde, il touche près de 50 millions de ménages ruraux.

Dans les zones rurales du Bangladesh, un autre programme a réussi à combiner les objectifs sociaux, d'emploi et de croissance.

Les ménages ruraux du Bangladesh sont confrontés à des problèmes chroniques dus aux pénuries d'emploi avant les saisons des récoltes. Chaque année depuis 2008, le programme emploie 630 000 personnes en situation de pauvreté dans les zones rurales.

De la même manière, la législation relative aux contrats de travail doit répondre au double besoin d'accorder

aux travailleurs la sécurité nécessaire tout en facilitant l'embauche. La multiplication des contrats à court terme n'est pas la réponse. Cette approche s'est révélée avoir peu d'effets positifs sur l'emploi total, tout en alimentant le sentiment d'insécurité de l'emploi.

À la place, grâce au dialogue social entre le gouvernement et les partenaires sociaux, des pays tels que l'Autriche ont lancé des régimes juridiques appropriés qui satisfont largement ce double objectif.

## UNE PROTECTION SOCIALE MINUTIEUSEMENT MISE AU POINT

Il a parfois été affirmé que la protection sociale et les salaires minima pourraient affecter l'emploi. Ici encore, tout dépend de la conception.



La protection sociale, dont les allocations chômage, peut être conçue de manière à renforcer la participation au marché du travail en incitant à reprendre un emploi. Les salaires minima, s'ils sont fixés à un niveau convenable et régulièrement revalorisés grâce au dialogue social, vont stimuler les revenus des travailleurs faiblement rémunérés, éviter le nivellement par le bas des conditions de travail et améliorer la participation au marché du travail.

Au Ghana, la pauvreté a pu être réduite grâce à l'extension et au ciblage de la protection sociale. Entre 2005 et 2007, les taux de couverture du programme national d'assurance santé ont plus que doublé et un quart des nouveaux adhérents étaient des travailleurs informels.

L'Uruguay est l'un des pays où la crise économique a eu un impact minime sur le marché du travail. En effet,

le taux de chômage urbain en Uruguay a reculé de trois points de pourcentage entre 2007 et 2013.

Ce succès repose sur deux facteurs au moins. Le premier est qu'un système bien conçu d'indemnisation du chômage a permis d'atténuer les pertes d'emploi et de stimuler la croissance via la génération de revenus.

Le second facteur est peut-être encore plus important. Des réformes ont été entreprises dans le cadre du dialogue social entre les pouvoirs publics, les employeurs et les travailleurs, ce qui leur a conféré davantage d'efficacité. C'est le dialogue national sur la sécurité sociale qui a permis de réformer le système d'assurance-chômage.

## RENFORCER L'INVESTISSEMENT

Nous devons investir davantage pour créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Moins d'investissement, c'est moins d'emploi et c'est ce que nous constatons dans les économies en développement aussi bien que dans les économies avancées qui sont en crise.

De nombreuses grandes entreprises ont renoué avec les profits. Dans la plupart des cas, ces profits sont proches de la normale, voire dans le cas des grandes entreprises ils atteignent des niveaux records. Mais ils ne se traduisent pas par des créations d'emplois parce que les entreprises n'investissent pas – au lieu de cela, elles accumulent des liquidités. En d'autres termes, les profits sont investis dans le système financier plutôt que dans l'économie réelle.

L'une des solutions pour relancer l'investissement productif est de le rendre fiscalement plus attrayant que l'investissement financier. Une autre consiste à améliorer l'accès des petites entreprises au financement. Les grandes entreprises ont un accès direct aux marchés et peuvent emprunter directement auprès du système financier, ce qui n'est pas le cas des petites entreprises.

L'investissement dans les infrastructures est un autre exemple. Dans beaucoup de pays en développement, le manque d'infrastructures appropriées représente un obstacle majeur à la croissance et à la création d'emplois. En s'attaquant aux goulets d'étranglement en matière d'infrastructures et en veillant à ce que les recettes fiscales limitées soient effectivement dépensées pour répondre aux véritables besoins de la population, des pays comme le Mozambique et le Viet Nam ont ouvert d'importantes perspectives de croissance et d'emploi.

En résumé, les politiques macroéconomiques et les politiques du marché du travail doivent se soutenir mutuellement afin de répondre aux immenses défis que pose l'emploi aujourd'hui. La tâche n'est pas facile. En effet, l'expérience montre que les mesures doivent être soigneusement conçues et adaptées à la situation propre à chaque pays. Les approches mal conçues se sont avérées contre-productives, malgré de bonnes intentions. Il est dès lors essentiel de dépasser les généralités ou les solutions simplistes et de tirer parti des expériences innovantes qui ont réussi.

# Cent soixante-huit MILLIONS DE BONNES RAISONS



# de mettre fin au travail des enfants



Photo M.Crozet/OIT

L'OIT relance sa campagne Carton rouge au travail des enfants le 12 juin 2014 afin de donner un nouvel élan à l'engagement en faveur de l'éradication du travail des enfants pris en octobre dernier au Brésil lors de la III<sup>e</sup> Conférence sur le travail des enfants.

Dans le monde, environ 168 millions d'enfants travaillent, effectuant des travaux qui affectent leur santé et leur développement personnel et qui les privent de la chance d'aller à l'école. Quasiment 60 pour cent d'entre eux sont employés dans l'agriculture.

Près de 85 millions d'enfants sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, la plupart dans des travaux dangereux au sein de petites fermes gérées par leurs parents ou dans d'autres travaux familiaux – sur des bateaux de pêche par exemple, des marchés ou des mines sauvages. Des millions d'autres sont employés comme travailleurs domestiques, dans des usines ou des restaurants. Certains sont enrôlés de force comme enfants soldats, victimes d'exploitation sexuelle commerciale, impliqués dans la mendicité ou le trafic de drogue.

Le travail des enfants est un problème planétaire, présent dans l'hémisphère Nord comme dans le Sud. L'Asie du Sud, où les victimes sont les plus nombreuses, accomplit les progrès les plus remarquables. L'Amérique latine a aussi réalisé de grandes avancées en réduisant le nombre de victimes mais le rythme s'est ralenti, tandis que l'Afrique subsaharienne se caractérise par la plus haute incidence et les difficultés les plus lourdes.

A ce jour, 179 pays ont ratifié la convention (n° 182) de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants et 166 pays la convention (n° 138) sur l'âge minimum. Cela témoigne d'un vaste mouvement de lutte contre le travail des enfants et de la détermination des gouvernements, des organisations patronales et des syndicats à travailler ensemble pour formuler des politiques nationales qui ont contribué à réduire le nombre d'enfants victimes du travail des enfants d'un tiers depuis 2000, y compris un recul de 47 millions entre 2008 et 2012. Toutefois, nous devons poursuivre nos efforts.

## TRAVAIL DES ENFANTS – EN BREF

- 168 millions d'enfants travaillent dans le monde.
- 85 millions d'enfants effectuent des travaux dangereux.
- 59 pour cent des enfants qui travaillent sont employés dans l'agriculture.
- Le travail des enfants existe dans chacune des régions du monde.
- 78 millions d'enfants sont enrôlés dans le travail des enfants dans la région de l'Asie et du Pacifique – le nombre le plus important toutes régions confondues.
- L'Afrique subsaharienne enregistre la plus forte incidence – plus de 21 pour cent (59 millions).



Photo M.Crozet/OIT

Le Programme international de l'OIT pour l'abolition du travail des enfants (IPEC), le plus vaste programme de ce genre au monde, s'emploie depuis 1992 à aider les gouvernements et les organisations de travailleurs et d'employeurs à éradiquer le travail des enfants à l'échelle internationale.

L'OIT a lancé la campagne Carton rouge au travail des enfants pour la première fois en 2002 afin de sensibiliser l'opinion publique à la question. Le symbole du carton rouge a été choisi pour son lien avec le football, et pour sa signification, qu'il faut éliminer ce qui est inacceptable. Il est aussi associé à l'idée que les enfants ont le droit de jouer et de profiter de leur enfance, plutôt que de devoir travailler.

«La campagne du Carton rouge trouve son origine dans la mobilisation contre l'utilisation de main-d'œuvre enfantine pour la production de ballons de football, un enjeu mondial lors du Championnat d'Europe de 1996», explique Corinne Varga, directrice du secteur des Principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT qui englobe le programme IPEC.

«Il s'agissait d'améliorer l'accès à l'éducation sportive, y compris pour les filles, parce que nous savions que le sport, comme l'éducation artistique ou musicale, était un excellent moyen d'encourager les familles à envoyer les enfants à l'école et d'encourager les enfants à y rester jusqu'à ce qu'ils soient suffisamment grands pour commencer à travailler», ajoute-t-elle.

La nouvelle phase de la campagne débute ce 12 juin 2014, date de la Journée mondiale de lutte contre le travail des enfants, qui sera aussi la journée d'ouverture de la Coupe du monde de football.

«Nous disposons d'une chance unique avec les deux plus grands événements sportifs au monde, à commencer par la Coupe du monde de football de la FIFA en 2014 jusqu'aux Jeux olympiques d'été de 2016, pour nous appuyer sur la réussite de la première campagne afin de rallier l'opinion publique», déclare Marcia Poole, directrice de la communication de l'OIT.

«La campagne du Carton rouge va rassembler tous ceux qui s'engagent pour améliorer la vie de millions d'enfants



victimes du travail des enfants dans le monde, qu'ils soient sportifs, artistes, jeunes, familles, employeurs, syndicats, responsables politiques, organisations communautaires, enseignants, jeunes travailleurs et bien d'autres. Nous espérons que la campagne incitera les gens à prendre des mesures concrètes pour faire évoluer la situation sur le terrain.»

L'un des objectifs est d'encourager les gens à se montrer actifs au sein de leur communauté, de leur entreprise, sur leur lieu de travail, et à prendre la parole pour rappeler leurs responsabilités aux gouvernements.

«Nous avons compris qu'il n'y avait pas de réponse simple et unique au travail des enfants», explique M<sup>me</sup> Varga. «Combattre le travail des enfants consiste à garantir le travail décent pour les adultes et pour les jeunes, une éducation de qualité pour les enfants et la protection sociale pour tous, et cela veut dire veiller à ce que l'ensemble des politiques publiques et des décisions commerciales prennent en compte leurs effets sur le travail des enfants.»

Les employeurs, par exemple, peuvent améliorer la façon dont ils gèrent leurs entreprises, pour s'assurer qu'ils contribuent à l'élimination du travail des enfants. Les travailleurs peuvent se servir de leurs syndicats et de la négociation collective pour combattre le travail des enfants et aider les travailleurs non syndiqués à s'organiser. Au sein de la société civile, la population peut participer à la surveillance du travail des enfants et autres activités de sensibilisation. Dans les pays riches, chacun peut faire

pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils soutiennent le mouvement mondial contre le travail des enfants en renforçant leur assistance aux pays qui en ont besoin.

L'un des événements prévus pour le lancement du 12 juin sera un rendez-vous majeur sur les réseaux sociaux baptisé «Thunderclap» (qu'on peut traduire par «déferlante»), durant lequel des milliers de tweets seront envoyés en même temps de différentes régions du monde, délivrant tous le même message, appelant chacun à se mobiliser pour mettre fin au travail des enfants.

Sous l'égide de la campagne Carton rouge, l'OIT va étendre son usage des approches innovantes en matière de communication. D'autres initiatives de sensibilisation et de plaidoyer, telles que «La musique contre le travail des enfants», pèsent déjà de tout leur poids dans les efforts déployés en vue d'éradiquer le travail des enfants une fois pour toutes.

Pour participer, merci de consulter:

[ilo.org/redcard](http://ilo.org/redcard).



REJOIGNEZ LE THUNDERCLAP  
CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS



Faites don d'un tweet,  
créez la vague

Rendez-vous sur [ilo.org/thunderclap](http://ilo.org/thunderclap)

L'acteur brésilien Wagner Moura a rejoint la campagne

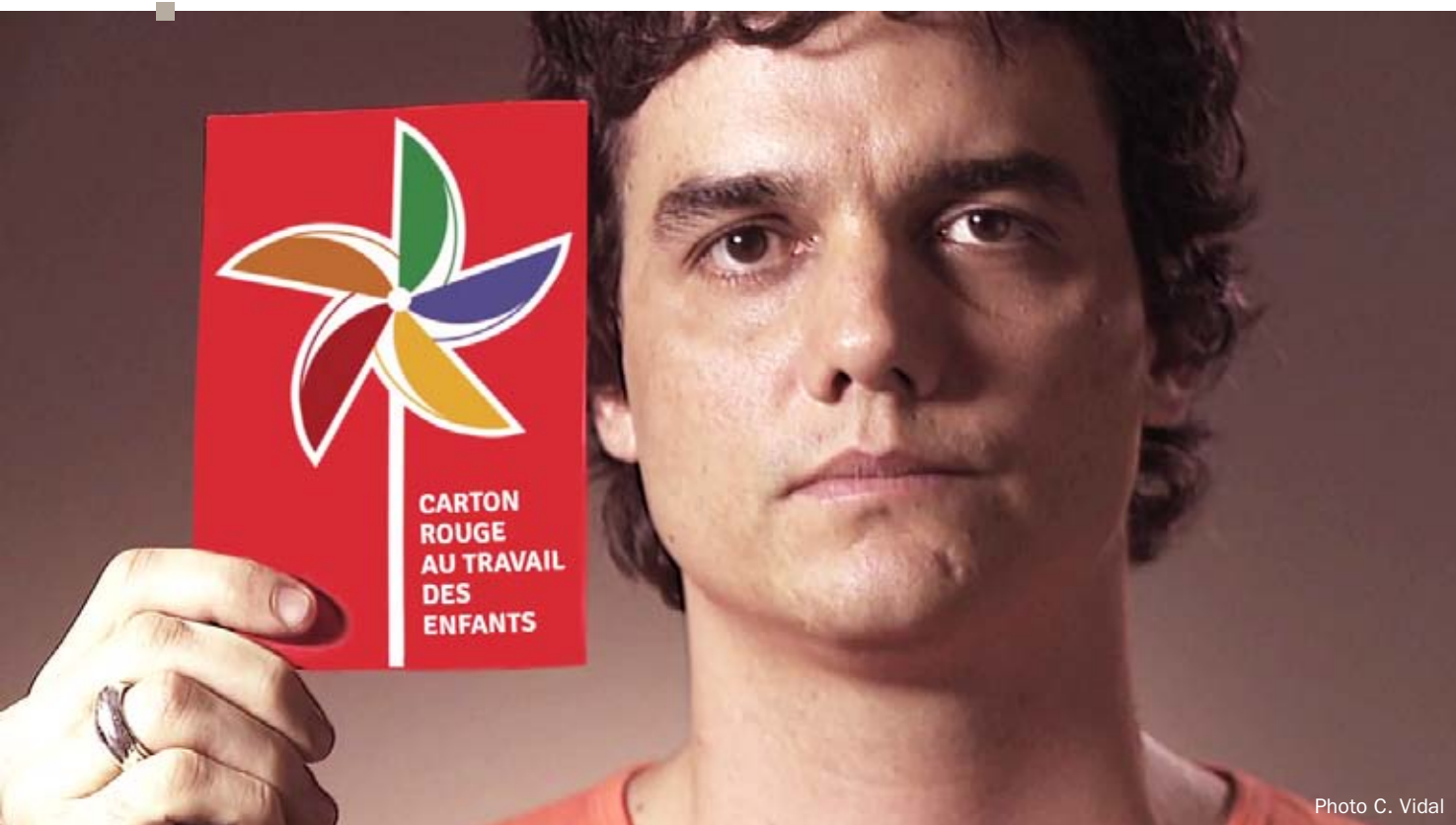


Photo C. Vidal

# MÉDIATHÈQUE



## Tendances mondiales de l'emploi 2014: vers une reprise sans emplois?

Résumé, OIT, Genève, 2014

Le rapport annuel sur les *Tendances mondiales de l'emploi* présente les dernières estimations régionales et mondiales en matière d'emploi et de chômage, d'emploi par secteur, d'emploi vulnérable, de productivité du travail et de pauvreté au travail. Il analyse également les enjeux nationaux et prévoit les tendances relatives au marché du travail jusqu'en 2019. Le rapport 2014 met en avant les facteurs qui entravent une reprise généralisée des marchés du travail.

«Ce dont nous avons immédiatement besoin, c'est de repenser nos politiques. Nous devons accroître nos efforts pour accélérer la création d'emplois et soutenir les entreprises qui créent des emplois.»

Guy Ryder, Directeur général de l'OIT, présentant le rapport lors d'une conférence de presse à Genève en janvier 2014

ISBN 978-92-2-127485-8  
CHF 30; USD 35; EUR 25



ISBN 978-92-2-125273-3  
CHF 35; USD 40; EUR 30

## Domestic Workers Across the World: Global and regional statistics and the extent of legal protection

OIT, Genève, 2013

L'adoption de nouvelles normes internationales du travail relatives au travail domestique (la convention n° 189 et la recommandation n° 201 qui l'accompagne) par l'OIT lors de la 100<sup>e</sup> Conférence internationale du Travail en juin 2011 marque une étape historique sur la voie de la réalisation du travail décent pour les travailleurs domestiques. La publication fait la lumière sur l'ampleur du travail domestique, un secteur souvent «invisible» derrière les portes des domiciles privés et exclu du champ d'application de la législation nationale.



ISBN 978-92-2-9251-029-9  
CHF 30; USD 30; EUR 25

## La dimension sociale des accords de libre-échange

Études sur la croissance et l'équité  
Institut international d'études sociales  
Résumé, OIT, Genève, 2014

Cette nouvelle étude fait le bilan détaillé de tous les accords commerciaux assortis de clauses sociales qui existent; elle aborde leurs effets sur les entreprises et les travailleurs et évalue les difficultés engendrées par la multiplication des accords de libre-échange qui comportent des dispositions sociales différentes.



ISBN 978-92-2-127800-9  
CHF 100; USD 105; EUR 70

## Au-delà de la stabilité macroéconomique: transformation structurelle et développement inclusif

Sous la direction d'Iyanatul Islam et David Kucera  
Résumé, OIT/Palgrave Macmillan, Genève/Basingstoke, 2014

Ce volume, qui suscite la réflexion, dépasse la conceptualisation étroite de la stabilité macroéconomique pour examiner le lien entre la transformation structurelle et le développement inclusif. Il étudie trois thématiques: les limites de la théorie macroéconomique classique; le programme à long terme de la transformation structurelle et du développement des capacités; et les inégalités et leurs répercussions macroéconomiques.



ISBN 978-92-2-127487-2  
CHF 90; USD 90; EUR 70

## Une croissance tirée par les salaires: une stratégie équitable pour le redressement économique

Sous la direction de Marc Lavoie et Engelbert Stockhammer  
Résumé, OIT/Palgrave Macmillan, Genève/Basingstoke, 2014

Cette étude originale et approfondie examine les causes et les conséquences de la baisse de la part des salaires et de la hausse des inégalités salariales, tant sur la demande globale que sur la productivité du travail. Elle présente de nouvelles données empiriques et économétriques relatives aux causes économiques et à l'impact potentiel de l'évolution de la répartition des revenus.



ISBN 978-92-2-127820-7  
CHF 100; USD 100; EUR 80

### Une réglementation du travail imaginative: indétermination et protection dans un monde incertain

Sous la direction de Deirdre McCann, Sangheon Lee, Patrick Belser, Colin Fenwick, John Howe et Malte Luebker  
*Résumé, OIT/Palgrave Macmillan, Genève/Basingstoke, 2014*

Cet ouvrage est une réponse pluridisciplinaire aux grands défis actuels en vue d'une réglementation du travail efficace. S'appuyant sur les contributions d'éminents spécialistes du réseau de La régulation pour le travail décent, il propose de nouvelles idées pour la recherche et la formulation des politiques. L'ouvrage identifie trois grands défis pour la régulation contemporaine du travail: la fragmentation accrue du marché du travail; les interactions complexes entre les institutions du marché du travail; et les obstacles au respect de la législation.



ISBN 978-92-2-127802-3  
CHF 100; USD 105; EUR 80

### Towards Better Work: Understanding labour in apparel global value chains

Sous la direction d'Arianna Rossi, Amy Luinstra et John Pickles  
*OIT/Palgrave Macmillan, Genève/Basingstoke, 2014*

Ce nouveau volume analyse comment les travailleurs, les gouvernements et les entreprises peuvent collaborer afin de découvrir les principales possibilités et d'affronter les grandes difficultés qui affectent la main-d'œuvre employée dans les chaînes de valeur mondiales du secteur textile. Il propose de nouvelles études empiriques dans le secteur textile en Asie (Cambodge, Inde, République démocratique populaire lao), Europe (Roumanie), Afrique (Lesotho, Maroc) et Amériques (Haïti, Nicaragua), avec un éclairage sur les salaires, l'émancipation des travailleurs et les contextes institutionnels propices ou néfastes à la réalisation de meilleures conditions de travail.



ISBN 978-92-2-127491-9  
CHF 33; USD 33; EUR 25

### Towards the Single Employment Contract: Comparative reflections

Giuseppe Casale et Adalberto Perulli  
*OIT/Hart Publishing, Genève/Oxford, 2014*

Si le défi de la flexibilité continue d'agir comme un puissant facteur d'évolution sur les marchés du travail européens, de nombreux pays expérimentent un dualisme ou une segmentation croissante entre les travailleurs qui disposent de relations d'emploi stables et ceux qui ont des contrats temporaires. Ce qui a conduit les gouvernements et les partenaires sociaux à ouvrir un débat sur l'introduction d'un contrat de travail unique. Le livre examine ce concept dans une perspective comparée, présentant ses avantages et ses inconvénients, soulignant ses vertus et révélant ses contradictions intrinsèques.



ISBN 978-92-2-126962-5  
CHF 70; USD 70; EUR 55

### The Informal Economy and Decent Work: A policy resource guide supporting transitions to formality

*OIT, Genève, 2013*

Ce guide pratique rassemble les connaissances, les innovations politiques et les bonnes pratiques pour lutter contre l'informalité et faciliter la transition vers la formalité. Comportant 28 dossiers sur toute une série de domaines techniques, le guide illustre les multiples voies stratégiques vers la formalité et diverses approches qui peuvent être adoptées pour différents groupes et secteurs au sein de l'économie informelle.



ISBN 978-92-2-127489-6  
CHF 45; USD 45; EUR 37

### Labour Administration in Uncertain Times: Policy, practice and institutions

Sous la direction de Jayson Heyes et Ludek Rychly  
*OIT/Edward Elgar, Genève/Cheltenham, 2013*

La situation économique difficile incite à réévaluer les politiques et les institutions établies dans les domaines du travail, de l'emploi, de la protection sociale et des relations professionnelles. Cet ouvrage analyse les réformes récentes de l'administration du travail et les politiques nationales du travail, retrace leur évolution et évoque les défis et les perspectives auxquels sont confrontés les gouvernements, les ministères du travail, les inspecteurs du travail, les organisations d'employeurs et les syndicats.

# Nous avons 168 millions de bonnes raisons d'éliminer le travail des enfants

Depuis l'an 2000, le nombre d'enfants obligés de travailler est passé de 246 à 168 millions, soit une réduction d'un tiers en 15 ans.

Nous sommes sur la bonne voie mais nous pouvons, nous devons, aller plus loin.

Rejoignez le mouvement et participez à la campagne Carton rouge au travail des enfants le 12 juin.

[ilo.org/cartonrouge](http://ilo.org/cartonrouge)



Rejoignez le Thunderclap contre le travail des enfants

Faites don d'un tweet et créez la vague

[ilo.org/thunderclap](http://ilo.org/thunderclap)